



Caisse Centrale d'Activités
Sociales du Personnel des Industries
Electrique et Gazière

www.ccas.fr



Montreuil, le 04 juillet 2024

Réf. : 2024.07.097 PRE

COMMUNIQUÉ

Continuons l'histoire des Activités Sociales

Les Activités Sociales de l'Énergie, issues du programme du Conseil National de la Résistance, portent l'ambition d'un projet basé sur la solidarité. C'est dans un contexte de lutte contre le fascisme, que la revendication de la nationalisation d'EDF et GDF est née tout comme notre statut national ainsi que ses œuvres sociales. Tout au long de ces plus de 75 ans depuis leur création, les Activités Sociales de l'énergie se sont construites quotidiennement à travers les rêves, les aspirations et les luttes d'hommes et de femmes qui souhaitaient **une société plus juste et plus équitable**.

Grâce à leur conviction, à leur vision, et à leur engagement, nous sommes en mesure d'être chaque jour au plus près de vous et **de mettre en œuvre vos droits légitimes** : vacances, culture, sports, restauration, santé, assurances, formation, ...

Aujourd'hui encore, celles et ceux qui les composent et les font vivre sont de sensibilités différentes, mais tous concourent vers l'objectif commun de **l'émancipation par la culture, par les vacances, par la défense d'une démocratie sociale et solidaire**.

Demain, cet objectif commun, ce projet, construit avec vous et à votre service et à celui de vos familles sera menacé par le Rassemblement National s'il venait au pouvoir.

Nos activités sociales, gérées par les seules organisations syndicales, avec un financement original, accessible aux salariés et retraités, seront sans nul doute dans le viseur d'un gouvernement d'extrême droite.

Le tissu associatif, avec lequel nous travaillons chaque jour et permettant la construction de vos vacances, sera mis à mal, les acteurs du monde de la culture seront attaqués frontalement car ils permettent la pensée et le progrès. C'est le fondement de la protection sociale française qui serait détruit. Ce sont les propositions cinématographiques, littéraires, artistiques, etc. qui seraient limitées, voire censurées.

Ce 2ème tour des élections législatives n'est pas une élection ordinaire.

Face à la menace et aux risques que représentent les idées et le projet véhiculés par ce parti pour notre démocratie, pour notre République, nous, élus des Activités Sociales, militants syndicaux ne pouvons nous dérober et garder le silence.

En lien avec la déclaration de la CFDT, la CGT, l'UNSA, la FSU et SUD (ci-dessous), encore une fois et sans hésiter, il nous faut faire barrage avec force et détermination.

Dimanche prochain, rejoignons le front républicain pour défendre notre démocratie et les Activités Sociales de l'énergie.

*Communiqué du Conseil d'administration et de la Session du Comité de coordination des CMCAS
soutenu par les délégations syndicales CGT et CFDT*



Déclaration intersyndicale

1^{er} juillet 2024

Battre l'extrême droite et gagner le progrès social !

L'extrême droite est arrivée en tête des suffrages lors du premier tour des élections législatives. Ce résultat est une alerte inquiétante. Mais rien n'est joué. Les organisations syndicales CFTD, CGT, UNSA, FSU et Solidaires appellent à un sursaut démocratique, social et républicain dans les urnes dimanche 7 juillet.

L'extrême droite ne doit pas prendre les rênes du pouvoir. Jamais nous ne mettrons dos à dos l'extrême droite avec une quelconque autre force politique.

L'extrême droite au pouvoir ce sont des libertés en moins. Liberté syndicale, liberté de la justice, liberté de la presse. Tous les gouvernements d'extrême droite, quels qu'ils soient, ont comme première tentation de museler les contre-pouvoirs.

L'extrême droite au pouvoir, ce sont des politiques publiques discriminantes qui distinguent les Françaises et les Français et les divisent selon leurs origines, leur religion ou leurs orientations sexuelles. Ce sont des décisions qui éloignent encore davantage l'objectif d'égalité salariale entre les femmes et les hommes et qui remettent en cause le droit des femmes à disposer de leur corps.

L'extrême droite au pouvoir, ce sont des droits en moins pour la représentation des travailleurs et des travailleuses dans les entreprises et administrations, remplacée par une multiplication de syndicats à la main des employeurs et du pouvoir en place.

L'extrême droite au pouvoir ce sont des politiques anti-sociales. Le programme du RN est clair : pas de vraies mesures pour le pouvoir d'achat, pas d'abrogation de la réforme des retraites, austérité pour les services publics, nouvelles baisses d'impôt pour les plus riches et les grandes entreprises au détriment de la solidarité nationale.

Pour éviter ce scénario catastrophe pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs, nous appelons les candidates et candidats à la responsabilité pour empêcher l'élection de député·es du RN et alliés. Nous appelons les citoyennes et citoyens à faire barrage à l'extrême droite dans les urnes en votant dimanche pour les candidates et candidats les mieux placés pour battre l'extrême droite.